

Refus de l'armée d'accompagner le projet de transition démocratique

Makri court droit vers l'échec

L'appel lancé à l'armée par le chef du MSP, Abderrezak Makri, pour se porter garante du processus de transition démocratique qu'il propose, a essuyé une fin de non-recevoir du chef d'état-major de l'ANP et vice-ministre de la Défense, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah. M. Makri se disait convaincu que seules des garanties de l'armée permettraient à son initiative d'avancer. "Sans des garanties de l'armée, l'initiative du consensus national ne connaîtra pas de succès", avait-il réitéré, une fois de plus, vendredi dernier, soit 24 heures après la sortie fracassante de Gaïd Salah, dont la volonté, du moins celle exprimée dans son message diffusé par l'ENTV, est que l'institution militaire ne s'immisce guère dans le champ politique, encore moins dans les luttes partisans. Le vice-ministre de la Défense est, pour l'instant, clairement opposé à l'idée de mettre l'institution militaire à contribution dans une quelconque initiative partisane.

Si l'on se fie à la logique même de M. Makri, son initiative est, ainsi, partie pour ne connaître aucun succès. Pour autant, il ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Il veut coûte que coûte poursuivre son entreprise. Il compte, à ce titre, continuer à consulter, tour à tour, l'ensemble des chapelles politiques, toutes obédiences confondues, pour tenter de convaincre sur son initiative. Cela avant, promet-il, d'aller faire le tour de l'ensemble des organisations syndicales, puis de sonder l'opinion à travers des activités de proximité. Ainsi, après le MPA, Talaie El-Houriat, le FFS et le FLN, M. Makri et son staff se rendront, dès aujourd'hui, chez le RND d'Ahmed Ouyahia.

Outre le refus de la hiérarchie militaire, l'initiative du MSP se heurte à l'opposition des partis politiques, y compris certains parmi ses ex-alliés de la défunte Ctd, à l'instar du RCD qui s'oppose notamment à l'implication directe de l'armée dans la gestion de l'impasse actuelle tel que le souhaite Makri. Les partis du pouvoir, eux, sont particulièrement incommodés par le contenu de l'initiative qui appelle à une transition démocratique. Confronté à la réalité du terrain, le chef du parti islamiste avait déjà fait une première concession, lors de sa rencontre avec le SG du FLN, en acceptant pratiquement de vider de son contenu son initiative. "Notre initiative ne concerne pas, pour l'instant, la transition démocratique, mais plutôt la nécessité de trouver un consensus national", tel a été, en effet, le rétropédalage fait par M. Makri devant le refus de la transition exprimé ce jour-là par Ould Abbas. D'après les échos émanant de la direction du RND, à la veille de la rencontre attendue avec son homologue du MSP, le parti du Premier ministre souhaiterait, pour sa part, voir M. Makri faire davantage de concessions sur son initiative, s'il compte l'avoir comme allié. Le RND s'attend même à voir le MSP exprimer ce qu'il croit être "son véritable objectif" pour réintégrer l'Alliance présidentielle.

À se fier aux dernières déclarations du MSP, cette hypothèse relèverait du domaine de l'impossible. Ce qui n'augure pas d'une lune de miel entre le MSP et le RND d'Ahmed Ouyahia. Si Ouyahia dit non, il ne restera à Makri qu'à enterrer son initiative, sinon à lui en substituer une autre.

Farid Abdeladim